

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDIB

5, Boulevard de Beauregard
Zone Industrielle
21600 Longvic

Références : 0005402664/2023-341

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement EDIB implanté 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'un exercice programmé concernant le plan particulier d'intervention du site, le 20 septembre 2023.

Le scénario simulé est un incendie dans un local de broyage des déchets

Aucune alarme ne se déclenche et il n'y a pas de défense incendie (celle _ci est en cours de maintenance). Le sinistre prend de l'ampleur et s'étend.

Les différents objectifs de cet exercice étaient de tester les chaînes d'alerte :

- 1 – Tester l'alerte des services et de la préfecture ;
- 2 – Tester la fiabilité de la remontée d'informations par l'agent d'astreinte de la Direction des Sécurités à l'autorité préfectorale ;
- 3 – Tester le Plan Particulier d'Intervention du site ;
- 4 – Tester l'intervention du SDIS / DDSP / DIRCE / GN ;
- 5 – Tester le Plan de Gestion du Trafic partiellement ;

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDIB
- 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005402664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'activité de la société EDIB est le traitement et la valorisation des déchets dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- exercice PPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan particulier d'intervention - exercice	Arrêté Ministériel du 05/01/2006, article Article 1	/	Sans objet
2	mesures d'organisation	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.9.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice s'est déroulé dans de bonnes conditions et a montré une bonne réactivité de l'équipe et un déploiement correct des actions définies par le PPI de l'établissement. Plusieurs observations et demandes de modifications des procédures ont été constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan particulier d'intervention - exercice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/01/2006, article Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs
Prescription contrôlée : En application de l'article R. 741-21 du code de la sécurité intérieure, le présent arrêté fixe le contenu et les conditions de transmission par l'exploitant au préfet des informations nécessaires à la préparation du plan particulier d'intervention pour faire face aux risques des ouvrages ou installations visés par les articles R. 741-18 et R. 741-19 du code de la sécurité intérieure.
Constats : L'Inspection arrive sur le site à 9h24, l'exercice est déjà lancé. La route M122A est fermée à la circulation et les pompiers sont sur place. Les premières étapes de l'exercice sont les suivantes : Chronologie d'exercice (terrain): 8h42 : déclenchement de l'alarme avec l'annonce suivante « Feu A3A », gros dégagement de fumée, système inefficace, création d'équipe d'intervention"; 8h43 : Directeur des Opérations Internes (DOI) présent à l'accueil; 8h44: démarrage d'action de l'équipe de seconde intervention; 8h45: demande de mise en place du système d'extinction mobile incendie (canaux et lances); 8h46: demande d'évacuation du personnel; 8h47: appel au SDIS ; 8h51: appel au point de rassemblement (environ 30 personnes sont présentes), il y a 7 personnes manquantes (5 employés et 2 sous-traitants);

8h53: déclenchement du PPI car présence de fort dégagement de fumée;
8h56: déclenchement sirène PPI (simulée car EDIB ne possède pas encore sa propre sirène);
9h01 : coupure du rejet des eaux pluviales ;
9 h03 : appel DREAL (les appels n'aboutissent pas) ;
9h07 : arrivée des pompiers;
9h18 : Directeur du Cabinet du Préfet arrive sur site ;
9h20 : demande d'une ambulance pour 2 victimes inconscientes ;
9h24 : arrivée de l'Inspection ICPE ;
9h23 : point de situation entre COS et DOI ;
9h32 : fourniture de l'état des stocks détaillé (produits +quantité+ conditionnement, FDS sont également disponibles) et transmis aux pompiers, DOI refait le point sur les déchets;
9h58 : fermeture des rejets des eaux d'incendie non effectuée, nouvelle demande de fermeture;
10h06 : toutes les victimes sont regroupées, par les pompiers, sur le site de CEREVIA;
10h30 : l'exploitant informe les pompiers qu'il a la possibilité de rejeter des eaux d'incendie dans la STEP (si les résultats d'analyses sont correctes);
10h31 : annulation de la venue de la citerne de pompage;
10h48 : barrage routier levé par la police ;
10h52 : fin d'exercice.

Non-conformité n°1 :

Le service de maintenance a oublié de fermer la vanne de rejet des eaux pluviales. L'ordre a été donné par le DOI mais non exécuté.

Les schémas d'alerte du POI (page 31) et schémas d'alerte du PPI (page 34), ainsi que la partie « Réponse Opérationnelle » du PPI (pages 40 à 55) ne prévoient pas de fermeture du rejet des eaux pluviales. Seule la coupure de l'électricité est prévue. En revanche, les « Check list des Actions réflexes » du POI (comme à la page 61 pour l'incendie de l'atelier A3A) mentionnent bien le déclenchement de la vanne de confinement des eaux du site.

Les différents documents doivent être cohérents et mentionner cette fermeture.

Non-conformité n°2 :

L'ensemble du réseau hydraulique du site est sous pression de 15 bars. Un raccord doit être utilisé afin de se connecter, en toute sécurité sur un poteau d'incendie (PI). Le raccord que l'exploitant a mis à disposition aux pompiers ne fonctionnait pas. La nécessité de disposer d'un raccord n'est pas mentionnée ni dans le POI, ni dans le PPI. Pourtant la connexion directe sur le PI du site n'est pas possible.

Le jour de l'exercice, l'exploitant a pallié la défaillance du raccord grâce à son système de pompes (ce moyen n'est pas non plus précisé ni dans le POI, ni dans le PPI). Les actions des pompiers n'ont donc pas été gênées par le raccord défectueux.

L'exploitant doit préciser comment son réseau peut être mis en fonctionnement dans les différents documents et s'assurer que son réseau est facilement raccordable aux engins des pompiers

Non-conformité n°3 :

L'exploitant liste dans la partie A4 du PPI les entreprises à alerter en cas du sinistre (page 22). Une crèche a été oubliée dans les contacts.

La liste du voisinage du site doit être régulièrement mise à jour .

Non-conformité n°4 :

Des questions sur le dimensionnement du bassin de rétention se sont posées lors de l'exercice. En effet, au regard du débit des eaux d'extinction, le bassin se serait rempli rapidement.

<p>Selon l'exploitant les analyses d'eaux d'incendie peuvent être entièrement et rapidement réalisées dans le laboratoire interne du site, afin de libérer les eaux d'extinction dans la STEP.</p> <p>Compte tenu de la présence de déchets dangereux potentiellement toxiques, il est nécessaire de s'assurer que les analyses prennent en compte l'ensemble des paramètres et qu'elles peuvent effectivement être réalisées dans le laboratoire interne en temps réel. Il serait judicieux de prévoir une alternative si laboratoire n'est pas accessible le jours du sinistre.</p> <p>Cette procédure doit être précisée et figurer dans les documents en cas d'incident/accident</p> <p>Dans le cas d'une pollution du bassin de rétention, il est nécessaire d'anticiper les réflexions sur les solutions à retenir pour la gestion de ces eaux.</p>
<p><u>Observation n°1 :</u></p> <p>Le numéro d'astreinte de la DREAL noté dans le POI du 30/08/2023 n'est pas correct (page 29 du POI).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : mesures d'organisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.9.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, mesures d'organisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire.</p>
<p><u>Non-conformité n°5 :</u></p> <p>Le poste de commandement n'était pas suffisamment dimensionné pour accueillir toutes les personnes participant à l'exercice.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>